

# Synthèse régionale

## La reprise se fait attendre en Picardie

Nathalie Salomon, Insee

Selon les premières tendances, l'activité économique en Picardie a encore tourné au ralenti au cours de l'année 2014. Elle s'inscrit ainsi dans le sillage de plusieurs années d'atonie économique. En 2014, comme l'an dernier, les échanges extérieurs de la région restent stables et le maintien des exportations, conjugué à une baisse des importations tend à réduire le déficit commercial.

### La dégradation de l'emploi salarié se poursuit

L'année 2014 est de nouveau difficile pour l'emploi salarié marchand picard. La région a perdu 5 000 emplois, soit un recul de -1,4 %, comparable à celui des deux années précédentes. L'écart avec la France métropolitaine (-0,5 %) se creuse un peu plus. Même si la construction et l'industrie concentrent l'essentiel des pertes d'effectifs, tous les secteurs sont en recul.

Variable d'ajustement en période de ralentissement ou de reprise de l'emploi, l'intérim suit depuis mi-2012 une courbe fluctuante qui tend à se stabiliser, en Picardie et en France. Ainsi, après le gain de 1 300 salariés picards en 2013, les effectifs se contractent à nouveau en 2014 mais de façon peu marquée (-1,0 %). Cette évolution se traduit en région par le déficit de 180 emplois, ce qui reste largement inférieur aux pertes observées depuis la crise. Fin 2014, ce secteur emploie 17 500 salariés en Picardie, dont la moitié travaille dans l'industrie.

### Le taux de chômage repart à la hausse

Le taux de chômage a augmenté de +0,2 point en Picardie après une légère baisse en 2013, poursuivie en début d'année suivante. La hausse a repris au deuxième semestre 2014 pour s'établir en fin d'année à 11,7 % contre 10,0 % en France métropolitaine. La Picardie reste parmi les régions les plus marquées par les difficultés du marché du travail. Cela concerne tout particulièrement l'Aisne où le taux de chômage atteint 14,1 %. Les zones de Saint-Quentin, de Tergnier et de la Thiérache affichent des taux de chômage supérieurs à 15,0 % et ceux-ci se sont accrus en 2014. La Thiérache culmine à 17,0 % en fin d'année.

### Une aggravation du chômage de longue durée

En 2014, les chômeurs de longue durée représentent 47,4 % des demandeurs d'emploi contre 43,2 % en France. Ils ont une nouvelle fois progressé plus vite :

+5,1 % contre +2,4 % pour les inscrits depuis moins d'un an.

Les plus de 50 ans, pour qui les chances de trouver un emploi sont moindres, ont été de nouveau cette année les plus affectés par la montée du chômage de longue durée : +11,8 % contre +3,9 % pour les 25-49 ans. À l'inverse, les jeunes profitant d'une politique d'emploi active centrée sur les emplois d'avenir, enregistrent un recul du chômage durable de -5,4 %.

Au 31 décembre 2014, en tenant compte des conjoints, enfants et autres personnes à charge, ce sont plus de 166 000 personnes qui sont couvertes par le Revenu de Solidarité Active (RSA), soit plus d'un douzième de la population régionale. Le RSA est versé à 72 399 foyers allocataires et enregistre une progression régionale annuelle de +6,2 %.

En Picardie, les effectifs de bénéficiaires du RSA socle, identifié comme minimum social, augmentent également par rapport au 31 décembre 2013 (+5,1 %) et ce de façon plus soutenue qu'au niveau du Nord-Pas-de-Calais (+3,9 %) ou de la France métropolitaine (+4,6 %).

### Une légère baisse des créations d'entreprises

En 2014, 10 600 nouvelles entreprises ont été recensées en Picardie. Bien que proche de l'équilibre par rapport à 2013, le nombre de créations accuse une légère baisse pour la quatrième année consécutive (-0,2 %) alors que la tendance s'est inversée au niveau national (+2,6 %). Toutefois, la baisse des créations d'entreprises picardes est essentiellement due au recul des nouveaux auto-entrepreneurs. En effet, si on exclut le champ de l'auto-entrepreneuriat, l'évolution picarde (+2,5 %) est supérieure à l'évolution nationale (+1,6 %). En revanche, le nombre d'entreprises créées sous le régime de l'auto-entreprise connaît une nouvelle baisse en Picardie (-2,7 %) alors qu'il augmente en métropole (+3,5 %).

Les défaillances ont régressé à nouveau, plus vite qu'en France métropolitaine.

### Une conjoncture difficile dans la construction et l'industrie

La baisse de la construction de logements se poursuit en 2014 en Picardie : recul de -17 % des autorisations et de -8 % des mises en chantier par rapport à 2013.

En repli aussi depuis 2012, l'activité des promoteurs reste faible : pour les maisons

comme pour les appartements neufs, peu de ventes, des prix en baisse, des stocks élevés. Aujourd'hui, il faut compter plus d'un an et demi entre la mise sur le marché d'un appartement ou d'une maison neuve et leur vente.

Ce contexte peu favorable se traduit par un chiffre d'affaires en repli, des pertes d'emploi et des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics qui investissent encore moins.

Avec une évolution de -0,4 % entre 2013 et 2014, le chiffre d'affaires des entreprises industrielles picardes s'est quasiment stabilisé en 2014. Mais la situation reste fragile pour l'ensemble des secteurs. En effet, l'emploi continue de diminuer : 103 000 emplois salariés fin 2014, soit 2 000 de moins en un an.

### Un bilan moins terre pour l'agriculture

La campagne agricole 2013-2014 avait démarré dans de mauvaises conditions en raison des épisodes pluvieux du mois d'octobre. L'hiver particulièrement doux a permis aux cultures d'hiver de continuer leur développement et le rendement en blé tendre s'est finalement maintenu au même niveau élevé qu'en 2013. Par ailleurs, le cours du lait poursuit une tendance haussière favorable au maintien du cheptel laitier.

### Une année mitigée pour le transport et le tourisme

L'emploi dans le secteur des transports et de l'entreposage recule légèrement en 2014. Avec un tonnage de marchandises transportées et des immatriculations de poids lourds en baisse, le fret terrestre est aussi en repli. À l'inverse, les immatriculations de voitures particulières augmentent de +9 % et l'aéroport de Beauvais-Tillé, en dépassant la barre des 4 millions, n'a jamais transporté autant de voyageurs.

La fréquentation des hôtels picards baisse de -1,2 % par rapport à 2013, impacté par la désaffection de la clientèle d'affaires. Cependant, soutenu par la clientèle étrangère, le taux d'occupation dans l'hôtellerie picarde progresse légèrement alors qu'il stagne en France.

# Cadrage national En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

## Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

## L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (5,3 % en 2014). Au total,

### Avertissement

Dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.

l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

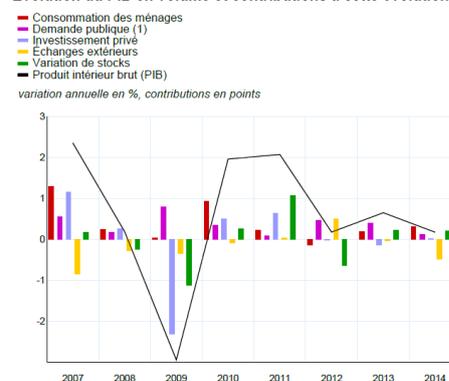
En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

## Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décollent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

## Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.  
Champ : France.  
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

## Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>2 060,9</b>	<b>0,2</b>
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,8	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,8	1,8	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,8	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-8,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.